

Le 23 janvier 2013

Turquie : le crépuscule de la diplomatie néo-ottomane.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Plus M. Erdogan s'approche du terme de son mandat de premier ministre et plus le pays s'enfonce dans la crise. On est loin du temps où l'AKP était présentée comme le modèle de l'islamisme modéré au pouvoir, appelé à servir de référence pour les voisins arabes de la Turquie. Le pays qui avait été épargné par les « printemps » de 2011, jouissait alors d'une image très favorable.

Le contraste est saisissant avec la situation qui prévaut à l'hiver 2014 et on a le sentiment d'assister à une fin de régime. L'opposition cristallisée au printemps 2013 autour du refus du projet d'aménagement du Parc Gezi, à Istanbul, a marqué une rupture au plan intérieur. Réprimée brutalement, la contestation est revenue ; cette fois, dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant des hauts responsables et trois ministres ont dû démissionner. Güllen, l'allié islamiste lors de l'arrivée au pouvoir de l'AKP, est aujourd'hui considéré comme un rival dangereux. L'organisation est accusée d'avoir préparé un coup d'état ; mais l'accusation ne convainc pas. Le pouvoir pratique une fuite en avant autoritaire, visant à museler l'opposition. Parallèlement, il tend la main aux militaires et organise la chasse aux juges qui, naguère, avaient condamnés les hauts gradés dans le cadre de l'affaire Ergenekon. M. Erdogan a pour objectif avéré de se faire élire président aux prochaines élections, quitte à modifier pour cela la constitution.

Le bilan de la politique extérieure n'est guère meilleur, au point que le président Gul s'en est publiquement ému le 15 janvier, devant les Ambassadeurs turcs réunis à Ankara. Le président a appelé à une autre politique vis-à-vis de l'étranger proche et notamment de la Syrie. Et lorsqu'il a utilisé la formule selon laquelle : « la stratégie est pour les amateurs et la logistique pour les spécialistes », les observateurs y ont vu une critique à peine déguisée de M. Erdogan.

Le concept de « diplomatie néo-ottomane », érigé en référence depuis plusieurs années, est un échec. M. Erdogan et son Ministre des Affaires étrangères, M. Davutoglu, voulaient redonner une fierté à la Turquie et lui permettre d'affirmer son rôle dans la région, alors qu'elle n'avait été qu'un acteur de second rang depuis des décennies. Ceci supposait également d'équilibrer dans un sens qui lui serait plus favorable la relation avec les Etats-Unis et d'imposer sa propre vision dans la relation avec les Européens.

Cette ambition s'est rapidement traduite par une démarche affirmative et parfois non dénuée d'agressivité. La relation avec les Etats-Unis en a été fortement affectée et Ankara est aujourd'hui jugé sévèrement à Washington. Avec une incontestable maladresse les Turcs ont multiplié les provocations. Il sont ainsi été excessivement brutaux dans leur relation avec Israël, qui le leur a d'ailleurs rendu ; ils ont pris le risque de négocier un contrat de fourniture de missiles avec la Chine, au surplus avec une société chinoise également fournisseur de la Corée du Nord ; prenant leurs distances vis-à-vis du président irakien, soutenu par Washington, ils se sont rapprochés des Kurdes, ce qui leur vaut d'être accusés de favoriser une cassure du pays ; enfin, vis-à-vis de l'Iran ils ont montré une compréhension pas vraiment désintéressée, comme le montrent les actuelles affaires de corruption.

Sur le dossier syrien, Ankara s'est constamment trouvé en décalage par rapport à Washington. Dès le début de la crise, les Turcs ont axé leur approche sur le départ du président Assad et l'aide aux insurgés, aux côtés du Qatar et de l'Arabie saoudite, ce qui n'était pas l'option privilégiée de Washington. Aussi ont-ils été pris au dépourvu lorsque M. Obama a refusé de donner son feu vert à un bombardement, à l'automne ; le même décalage a pu être observé sur le dossier des armes chimiques, ou sur le projet de conférence de Genève 2, avec la participation de représentants du régime syrien, ce qu'Ankara a fini par accepter, mais à reculons.

Ayant fini par admettre que la Turquie n'a pas les moyens de s'opposer aux Américains, le chef de la diplomatie turque avait fait amende honorable, lors d'une visite à Washington à l'automne 2013. Las ! La relation est redevenue difficile avec la mise à jour de l'ampleur de la corruption liée au contournement des sanctions à l'égard de l'Iran. L'ambassadeur américain à Ankara, M. Ricciardone, diplomate respecté et grand connaisseur de la région est devenue la bête noire de M. Erdogan, qui ne dissimule pas son envie de l'expulser. La cause de la Turquie est devenue difficile à plaider au Congrès.

La relation avec Israël a été menée avec une même incompréhension des réalités ; sans surprise, le résultat est pareillement calamiteux. L'activisme sur Gaza et la volonté d'apparaître comme le principal porte-parole des droits des Palestiniens ont abouti au fiasco du Mavi Marmara. La sous-estimation de la sensibilité israélienne a provoqué une détérioration durable de la relation entre les deux pays. Les habitants de Gaza n'ont rien gagné, mais la Turquie qui a été incapable de parvenir à ses fins et contrainte de se résigner au rôle de la victime, y a perdu une partie de son prestige. L'opinion arabe qui est allergique aux « protecteurs », fussent-ils de la région, ne s'est pas enflammée.

Vis-à-vis des Européens, l'approche a été également brouillonne et Ankara a constamment affiché son souhait de poursuivre le rapprochement, tout en dénonçant la volonté de certains responsables européens de maintenir la Turquie à l'écart de l'Europe. L'accusation était en partie fondée, et les prises de positions de M. Sarkozy n'ont certes pas aidé à la compréhension. Ce qui, en revanche, était moins habile, c'était la méthode consistant à mettre en avant de manière systématique l'accent sur un « rejet » de l'Islam, afin d'éviter de répondre aux demandes des Européens sur le plan de la démocratie. La toute récente visite de M. Erdogan à Bruxelles a montré que les choses en sont toujours là.

L'échec de l'expérience des Frères Musulmans, en Tunisie et en Egypte, a constitué un revers pour le gouvernement de M. Erdogan qui a perdu des alliés dans lesquels il avait beaucoup investi. S'attachant à défendre M. Morsi au mépris de l'évolution des rapports de force en Egypte, la Turquie a pris le risque inutile de s'aliéner le nouveau pouvoir au Caire. C'en est probablement fait pour une certaine période, de l'espoir de peser sur le devenir des Arabes en Méditerranée. Le coût sera probablement d'autant plus élevé que la Turquie par essence n'est pas membre de la Ligue Arabe ; en n'en sera que plus isolée.

Enfin vis-à-vis de l'Est et du Nord, le bilan n'est pas non plus positif. La relation reste difficile avec l'Arménie et le prétexte du non règlement de la question du haut Karabach est utilisé comme prétexte pour retarder la reconnaissance d'une responsabilité dans le génocide arménien. Vis-à-vis des Kurdes la ligne est tortueuse et on a du mal à suivre la cohérence entre les trois volets du dossier : véritable proximité avec le Kurdistan iranien, dont le pétrole parvient depuis peu par pipe-

line jusqu'à Ceyhan ; aveuglement vis-à-vis du Kurdistan syrien, où Ankara assiste impuissant à la création d'une région autonome, sous l'autorité du PKK ; et, enfin, flottement vis-à-vis des Kurdes de Turquie qui sont courtisés tant qu'il s'agit d'obtenir de leur part une certaine neutralité face aux dérives autoritaires de M. Erdogan, mais auxquels rien n'est cédé sur le fond. Avec l'Iran, on constate la même ambiguïté ; et une relation économique importante ne fait pas oublier que les deux pays n'ont pas la même lecture de la situation dans la région.

La diplomatie néo-ottomane a manifestement montré ses limites. La faute de M. Erdogan et de M. Davutoglu a été de ne pas tenir compte des réalités de l'environnement tout en recourant à un activisme brouillon ; en revanche, ce serait une erreur de sous-estimer le poids de la Turquie dans la région. Autrement dit, c'est la méthode suivie par Ankara qui est en cause mais non pas son aspiration à jouer un rôle, qui est légitime. La déroute à laquelle on assiste actuellement pourrait permettre de reconstruire avec un regard neuf ; c'est bien le sens du message du président Gul, le 15 janvier. Mais il faudrait pour cela que l'AKP ait quitté le pouvoir, en espérant que dans sa chute le parti de M. Erdogan ne laisse pas aussi en ruine la démocratie en Turquie.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil